

Sarkozy, la claque

LE MONDE | 07.12.2015 à 06h45 | Par [Alexandre Lemarié](#)



Nicolas

Sarkozy à Paris le 6 décembre 2015 après les résultats du premier tour des élections régionales.
ERIC FEFERBERG / AFP

Pari perdu pour Nicolas Sarkozy. Le scénario tant redouté par le président des Républicains (LR) s'est bien produit : son parti a été devancé par le FN au premier tour des élections régionales, dimanche 6 décembre. En métropole, Les Républicains et leurs alliés centristes (UDI-MoDem) ont obtenu 26,85 % des voix, derrière la formation d'extrême droite, qui en totalise 28,42 %. Le PS, de son côté, est distancé, avec 23,47 %.

Promis à une large victoire ces derniers mois, la droite voit ses espoirs s'envoler. Elle fait les frais de la performance du FN, qui bénéficie d'un climat porteur depuis les attentats du 13 novembre, lui permettant de siphonner une partie de l'électorat traditionnel du LR. Malgré ses mises en garde contre « *les dangereux désordres* » qu'induiraient des victoires du FN, l'ancien chef de l'Etat a échoué à mobiliser au-delà de son camp : le parti frontiste arrive en tête dans six régions sur treize, notamment dans le Nord-Pas-De-Calais-Picardie et en Provence-Alpes-Côte d'Azur, où Marine Le Pen et Marion Maréchal-Le Pen dépassent le seuil de 40 % des suffrages exprimés.

La droite et le centre, eux, n'arrivent en pole position que dans quatre régions : Auvergne-Rhône-Alpes, Pays de la Loire, Ile-de-France et Normandie. Mais, dans ces deux derniers territoires, la victoire est loin d'être garantie, car l'avance de Valérie Pécresse et d'Hervé Morin – qui disposent de maigres réserves de voix – est moins importante que prévue. Au final, seules les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Pays de la Loire paraissent acquises à la droite. Un bilan bien maigre, alors que M. Sarkozy tablait sur le gain de six à dix régions pour asseoir son leadership à droite en

vue de l'élection présidentielle de 2017.

La mine des mauvais jours

L'heure était grave, dimanche soir, au siège parisien de LR. De Nicolas Sarkozy à son fidèle Brice Hortefeux, en passant par le porte-parole du parti, Sébastien Huyghe, tous avaient la mine des mauvais jours. Comme sonnés par l'ampleur du score du FN, qui dispose de près de quinze points d'avance sur LR dans le Nord-Pas-De-Calais-Picardie et en PACA, et de près de dix points en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine. « *Le FN est si haut dans ces trois régions que je ne vois pas comment on pourra l'empêcher de l'emporter au second tour* », confiait, dépité, un dirigeant de l'ex-UMP.

Les sarkozystes, eux, tentaient de positiver en voulant croire que rien n'est perdu. « *Il y a des matchs où l'on est mené à la mi-temps et où au final, on gagne à la fin* », observait Frédéric Péchenard, bras droit de M. Sarkozy. « *On remet les compteurs à zéro pour le second tour* », abondait Roger Karoutchi, sénateur des Hauts-de-Seine. Leur espoir ? Que des électeurs, tentés par un « *vote de colère* » au premier tour reviennent finalement à « *un vote de raison* », en optant pour la droite au second tour. Dans son discours au siège du parti, M. Sarkozy a à la fois courtisé les électeurs frontistes – « *nous entendons leurs inquiétudes* » – et essayé de les détourner de la formation d'extrême droite. Pour rattraper leur retard, les dirigeants LR misent également sur de bons reports de voix de gauche dans les régions où le PS est arrivé troisième. A l'instar de Xavier Bertrand et de Christian Estrosi, qui ont tendu la main aux électeurs de gauche, en se présentant tous deux comme « *la seule alternative possible contre l'extrême droite* ».

« La reconquête du pouvoir sera longue et difficile »

Reste que ce résultat est une très mauvaise nouvelle pour Nicolas Sarkozy dans l'optique de 2017 : le président de LR voulait virer en tête du premier tour pour se poser comme la force d'« *alternance* » au gouvernement et empêcher le parti d'extrême droite de revendiquer le titre de « *premier parti de France* », et surtout celui de premier parti d'opposition. A moins de dix-huit mois de la présidentielle, ce camouflet risque d'écorner la posture de « *meilleur rempart face au FN* » que M. Sarkozy avait revendiquée pour justifier son retour en politique, à l'automne 2014.

L'échec de ses troupes risque, en outre, de donner du grain à moudre à ses rivaux dans l'optique de la primaire à droite pour la présidentielle. « *Ces résultats montrent que nous devons faire preuve d'humilité et comprendre que la reconquête du pouvoir sera longue et difficile* », confiait Bruno Le Maire au *Monde*, dimanche soir. De son côté, Alain Juppé compte remettre en cause l'efficacité de la ligne droitière de M. Sarkozy, la jugeant incapable d'endiguer la montée du FN, après la défaite de l'ancien chef de l'Etat en 2012. « *Le constat est clair, nous enregistrons une forte progression du FN, il faut y réagir avec lucidité et sang-froid* », a estimé le maire de Bordeaux, partisan d'une ligne modérée. Dès dimanche soir, les lieutenants de M. Sarkozy ont tenté de délégitimer les thèses de M. Juppé. « *C'est une erreur majeure de dire qu'il faudrait aller vers la gauche et le centre, alors que le pays n'a jamais été aussi à droite* », a ainsi prévenu Eric Ciotti.

Autre souci en perspective pour M. Sarkozy : sa ligne pour le second tour est déjà contestée au lendemain du premier. Alors qu'il a écarté toute fusion avec la gauche et tout retrait face au FN, des

ténors de LR – tels Jean-Pierre Raffarin ou Dominique Bussereau – plaident pour un retrait des candidats de droite et de gauche arrivés en troisième position dans les régions où le FN peut l'emporter. Les partenaires centristes – le président du MoDem, François Bayrou, et le président de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde – sont sur la même ligne. Partisan historique du front républicain, M. Juppé a appelé son camp à arrêter « *une ligne de conduite commune* » lors du bureau politique de LR devant trancher cette question. Prévue lundi à 11 heures, la réunion devrait se dérouler dans un climat houleux, sur fond de rivalités pour 2017.